

Article 15

Les discours prononcés dans l'une des langues de travail du Colloque sont interprétés dans les autres langues de travail.

CHAPITRE V : COMPTES RENDUS

Article 16

Les séances font l'objet de comptes rendus analytiques.

CHAPITRE VI : PUBLICITÉ DES DÉBATS

Article 17

Toutes les séances du Colloque sont publiques, à moins que le Colloque n'en décide autrement.

CHAPITRE VII : PUBLICATION DES ACTES

Article 18

Le rapport du Colloque, accompagné de certains des documents soumis au Colloque ou résumés de ces documents, est établi et publié par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

CHAPITRE VIII : OBSERVATEURS

Article 19

Peuvent être invitées au Colloque, les organisations non gouvernementales internationales des catégories A ou B ou inscrites au Registre, qui travaillent à la promotion du développement industriel.

Les organisations non gouvernementales de la catégorie A invitées au Colloque peuvent désigner des observateurs autorisés qui, sur l'invitation du Colloque, peuvent participer sans droit de vote aux délibérations du Colloque et de ses commissions et présenter des exposés écrits.

Les organisations non gouvernementales de la catégorie B ou inscrites au Registre qui peuvent être invitées peuvent désigner des observateurs autorisés qui assistent aux séances du Colloque et de ses commissions.

CHAPITRE IX : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 20

Dans les cas non visés par le présent règlement intérieur, les dispositions pertinentes du règlement intérieur de l'Assemblée générale sont applicables.

1182 (XLI). Normalisation dans le développement industriel

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1081 A (XXXIX) et 1081 D (XXXIX), en date du 30 juillet 1965, sur le rapport du Comité du développement industriel, ainsi que les résolutions de l'Assemblée générale 2084 (XX), en date du 20 décembre 1965, sur la Décennie des Nations Unies pour le développement et 2089 (XX), en date du 20 décembre 1965, sur la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel,

Prenant note du rapport du Comité du développement industriel sur sa sixième session²⁵ et du paragraphe 133 du troisième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement²⁶,

Notant également les travaux et les décisions de l'Organisation internationale de normalisation, et notamment ses résolutions nos 39 et 40 de 1963,

Se référant aux conclusions du Cycle d'étude interrégional des Nations Unies pour l'encouragement de la normalisation industrielle dans les pays en voie de développement, qui s'est tenu à Helsingör (Danemark), en octobre 1965²⁷,

Tenant compte de certains besoins qu'ont les pays en voie de développement pour la création des services nationaux de normalisation,

1. *Exprime la conviction* qu'une aide des Nations Unies pour l'introduction de la normalisation dans le développement industriel des pays en voie de développement, et notamment pour la création de services nationaux de normalisation, est une nécessité pressante;

2. *Invite* le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à prendre dûment en considération les besoins des pays en voie de développement dans le domaine de la normalisation, en s'inspirant de la recommandation du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement;

3. *Prie* le Secrétaire général d'appeler l'attention des autres organes des Nations Unies, en particulier ceux qui s'occupent des problèmes du développement industriel, sur l'importance du problème susmentionné et sur la nécessité d'y accorder toute l'attention voulue dans leurs programmes d'activités.

1445^e séance plénière,
5 août 1966.

1183 (XLI). Courant de ressources extérieures dirigé vers les pays en voie de développement

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 1522 (XV) et 1711 (XVI) de l'Assemblée générale en date des 15 décembre 1960 et 19 décembre 1961 et les recommandations pertinentes contenues dans l'Annexe A.IV de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement²⁸ qui, notamment, ont défini les objectifs à atteindre quant au volume et aux conditions et modalités du courant des capitaux à long terme et des donations publiques dirigé vers les pays en voie de développement,

²⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 6 (E/4203).

²⁶ Ibid., Supplément n° 12 (E/4178).

²⁷ E/C.5/103.

²⁸ Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Vol. I, Acte final et Rapport (publication des Nations Unies, n° de vente: 64.II.B.11).